





**« QU'Y A-T-IL DANS LE CHAUDRON DU MOYEN-ORIENT ? »**



## Sommaire

Accueil par M. Jean-Pierre Chevènement, président de la Fondation Res Publica .....	7
Introduction par M. Loïc Hennekinne, ambassadeur de France, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica.....	7
« <i>Le retour du fait national au Moyen-Orient</i> » par M. Renaud Girard, grand reporter et chroniqueur international du <i>Figaro</i> .....	10
« <i>La politique étrangère de l'Iran et l'Arabie saoudite</i> » par M François Nicoullaud, ancien ambassadeur en Iran.....	15
« <i>Le chaudron moyen-oriental et la politique des puissances</i> » par M. Pierre Conesa, ancien haut fonctionnaire de la Défense, auteur de « <i>Dr. Saoud et Mr Jihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite</i> » (Robert Laffont : 2016), membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica .....	21
« <i>La politique des puissances au Moyen-Orient</i> » par M. Jean-Pierre Chevènement .....	28
Débat .....	35



JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Mesdames,  
Messieurs,  
Chers amis,

Je vous remercie d'être venus nombreux pour ce colloque organisé sous l'impulsion de Loïc Hennekinne, ambassadeur de France.

Nous accueillons ce soir des invités prestigieux : l'ambassadeur Nicoullaud, un très bon spécialiste de l'Iran ; Renaud Girard, expert éminent des questions de politique étrangère, l'une des grandes plumes, non seulement du *Figaro* mais de la presse française tout entière, qui mériterait l'attention de nos diplomates ; Pierre Conesa, dont le dernier livre s'intitule « *Dr. Saoud et Mr Jihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite* » (Robert Laffont : 2016), l'un des grands spécialistes de l'Arabie saoudite et, d'une manière générale, du monde arabe et de la radicalisation du monde arabo-musulman.

Je donne tout de suite la parole à Loïc Hennekinne qui va présenter ce colloque.

LOÏC HENNEKINNE

Il y a quatre ans, la Fondation Res publica organisait un colloque sur les guerres de religion en pays musulman<sup>1</sup>. Un an plus tard, nous nous intéressions

---

<sup>1</sup> « *Guerres de religion dans le monde musulman ?* », colloque organisé par la Fondation Res Publica le 31 mars 2014, avec la participation de Henry Laurens, membre du Collège de France, chaire Histoire contemporaine du monde arabe, Ahmad Salamatian, intellectuel et ancien parlementaire iranien, ancien secrétaire d'État aux Affaires étrangères (Iran), Flavien Bourrat, spécialiste du monde arabe, ancien chef du bureau Maghreb Proche Moyen Orient à la Délégation aux Affaires Stratégiques du ministère de la Défense et le professeur Abdou Filali-Ansary, représentant de l'Aga Khan.

au Moyen-Orient dans la politique étrangère des puissances<sup>2</sup>. Il nous a semblé utile de revenir sur le sujet du Moyen-Orient afin d'examiner les problèmes de rivalité religieuse mais également les hégémonies qui s'opposent et les problèmes ethniques. D'autant que le Moyen-Orient est depuis la Deuxième guerre mondiale la zone la plus belligère et anxiogène de la planète. En disant cela, je n'ignore pas ce qu'ont été les guerres de décolonisation en Algérie, en Indochine, ni la guerre au Vietnam, ni un certain nombre de guerres civiles sur le territoire africain. Mais le Moyen-Orient, depuis soixante-dix ans, concentre les conflits.

Les causes en sont anciennes.

Une des premières causes de cette situation remonte au 2 novembre 1917, lorsqu'un ministre des Affaires étrangères britannique, Lord Balfour, dans une lettre adressée au baron de Rothschild, membre éminent de la communauté juive en Angleterre, s'était engagé à ce qu'un « foyer national juif » soit créé en Palestine, à l'époque sous mandat britannique. Aucun Palestinien n'a oublié cette « déclaration Balfour ».

Quelques années plus tard, la non-ratification des traités négociés à Versailles à la fin de la Première guerre mondiale, notamment par la Turquie d'Atatürk, a contribué à créer un trouble dans la région. De la même manière, la politique des deux États mandataires, Royaume-Uni et France, qui ont découpé la région sans tenir toujours compte des ethnies qui occupaient ces zones, n'a pas facilité les choses.

Le problème nucléaire a été un autre élément de trouble au Moyen-Orient. À la fin de la IV<sup>ème</sup> République la France a contribué à aider Israël à maîtriser l'arme nucléaire. Par la suite, dans les années 1974-1976, Valéry Giscard d'Estaing a voulu développer une coopération nucléaire avec l'Irak<sup>3</sup> et avec

---

<sup>2</sup> « *Le Moyen-Orient dans la politique étrangère des puissances* », colloque organisé par la Fondation Res Publica le 29 juin 2015, avec la participation de Francis Perrin, président de Stratégies et Politiques énergétiques, directeur de la revue *Pétrole et gaz arabes*, Bertrand Badie, professeur de Relations Internationales à Sciences Po, François Nicoullaud, ancien ambassadeur en Iran, et Flavien Bourrat, spécialiste du monde arabe, ancien chef du bureau Maghreb Proche Orient à la Délégation aux Affaires Stratégiques du ministère de la Défense.

<sup>3</sup> En 1975, Saddam Hussein visite le centre de Cadarache avec Jacques Chirac, Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing. Le 18 novembre de la même année un accord de

l'Iran<sup>4</sup>. Finalement, au bout de quelques années, les engagements des uns et des autres n'ayant pas été exécutés, cette coopération a échoué. En Irak, cela s'est traduit par la destruction d'Osirak<sup>5</sup> en 1981. En ce qui concerne l'Iran, le fait que, ces dernières années, la France monte en première ligne pour mettre en cause la volonté de l'Iran d'accéder au nucléaire civil est pour le moins paradoxal.

On voit qu'il y a eu un jeu compliqué des puissances.

Une série de guerres ont suivi la création de l'État d'Israël :

Après la guerre d'indépendance en 1948-49, une guerre fut provoquée par Londres et Paris au moment de la nationalisation du canal de Suez<sup>6</sup> quand on a cru pouvoir se débarrasser de Nasser en Égypte.

La guerre des Six jours en juin 1967 ; la guerre du Kippour en octobre 1973 ; l'invasion du sud Liban par Israël en 2012.

D'autres guerres très lourdes ont fait énormément de pertes tout au long des années 80 jusqu'en 1988 :

La guerre entre l'Irak et l'Iran (1980-1988, entre 0,5 et 1 million de morts) ; la guerre du Golfe (1989-90), provoquée par l'invasion du Koweït par l'Irak, à laquelle la France avait décidé de participer en dépit de certaines réticences (je me souviens du président Mitterrand, rentré de Latché à Paris au lendemain de l'invasion, me disant : « Ça se terminera par une guerre et nous y participerons »). Il y eut ensuite l'invasion de l'Irak par les troupes américaines en 2003.

---

coopération nucléaire franco-irakien est signé à Bagdad. Le texte précise qu'il s'agit d'une utilisation pacifique du nucléaire.

<sup>4</sup> En Juin 1974, lors d'un voyage officiel du Chah à Paris. Le Président Giscard d'Estaing et le souverain iranien annoncent que leurs pays s'engagent dans une vaste coopération nucléaire. La France vend des centrales et divers équipements à l'Iran. En décembre de la même année, lors d'un voyage officiel de Jacques Chirac en Iran, le Premier ministre français et son homologue iranien, Hoveyda, signent l'accord Eurodif (consortium européen d'enrichissement de l'uranium bâti à Pierrelatte).

<sup>5</sup> La centrale nucléaire irakienne Osirak de Tammuz (banlieue de Bagdad), avait été fournie par la France à l'Irak en vertu d'un accord de coopération nucléaire.

<sup>6</sup> La nationalisation de la Compagnie du Canal de Suez par Nasser le 26 juillet 1956 rapprocha la France et la Grande-Bretagne qui, bien que traditionnellement rivales au Moyen-Orient, entreprirent trois mois plus tard une expédition contre l'Égypte.

Enfin, en Syrie, depuis mars 2012, une guerre dont on ne voit pas la fin. On apprenait il y a deux jours l'intrusion d'Israël en Syrie pour bombarder, semble-t-il, des forces iraniennes. Ceci montre qu'on peut craindre à tout moment l'étincelle qui fera éclater un nouveau conflit.

Pour étudier cette situation, nous avons fait appel à de grands spécialistes.

Renaud Girard – dont les lecteurs du *Figaro* apprécient chaque mardi l'éditorial consacré à l'actualité internationale – interviendra sur les aspects religieux des ressorts politiques de la situation actuelle. Après de brillantes études à Normale sup et à l'ENA, dont il est sorti en 1983, il s'est découvert une vocation de journaliste. Entré dès 1984 au *Figaro*, il a été grand reporter sur tous les terrains de guerre à travers le monde. Chroniqueur international depuis 2013, il est très apprécié pour la profondeur et la rigueur de ses analyses hebdomadaires, en particulier par ceux qui ne sont pas inconditionnellement favorables à l'alignement sur l'OTAN ni aux thèses des néo-conservateurs. On lui doit plusieurs ouvrages dont « *Que reste-t-il de l'Occident ?* » co-écrit avec Régis Debray, en 2014, et je vous recommande : « *Quelle diplomatie pour la France ?* »<sup>8</sup> sorti l'année dernière.

Je lui donne la parole.

RENAUD GIRARD
---------------

### *Le retour du fait national au Moyen-Orient*

Merci beaucoup.

Je suis très honoré d'être ici, à l'invitation de Jean-Pierre Chevènement dont j'avais beaucoup apprécié la prudence dans le recours à la guerre pour traiter des affaires de « l'Orient compliqué ».

---

<sup>7</sup> *Que reste-t-il de l'Occident ?* Renaud Girard et Régis Debray (éd. Grasset, petite collection blanche, octobre 2014).

<sup>8</sup> *Quelle diplomatie pour la France ?* Renaud Girard (éd. Du Cerf, collection Actualité, mars 2017).

Avec les printemps arabes, qui furent des révolutions politiques exponentiellement accentuées par la révolution numérique, les populations du Moyen-Orient ont été submergées par deux vagues idéologiques d'une force sans précédent. L'idéologie démocratique d'abord. Ce sont les blogueurs de la place Tahrir en janvier 2011. L'idéologie islamiste ensuite. Ce sont les Frères musulmans, que nous avons vu prier sur les ponts du Caire. Nous avons assisté ensuite à un grand affrontement entre ces deux idéologies, en Tunisie, en Égypte, en Libye, en Syrie, etc. Ce fut un affrontement entre des forces libérales, favorables au droit écrit par les hommes, à l'État de droit, à la démocratie à l'occidentale et des forces favorables au droit écrit par Dieu, à la charia chère aux Frères musulmans. Ni cette idéologie démocratique ni cette idéologie islamiste n'ont gagné.

Qui a gagné alors ? C'est selon moi le retour du fait national, le retour des États-nations au Moyen-Orient.

La fracture religieuse chiite/sunnite reste une clef importante pour comprendre le Moyen-Orient, mais elle n'est plus, selon moi, la clef prépondérante. Nous voyons d'ailleurs la grande puissance chiite, l'Iran, s'allier avec une grande puissance sunnite, la Turquie, dans le seul but de renforcer leurs États respectifs face à la menace de l'indépendantisme kurde. On a même vu des échanges entre leurs états-majors.

La guerre très cruelle, catastrophique, que mènent les Saoudiens au Yémen n'est pas idéologique. C'est une guerre préventive pour le contrôle de la péninsule arabique, dont les buts ne sont pas partagés par d'autres puissances régionales sunnites comme Oman ou le Koweït. Au Yémen, les Houthis, ces montagnards du nord du pays qui se sont emparés de Sanaa sont des chiites. Mais à la différence des chiites duodécimains (qui croient au retour du douzième imam), les Zaydites Houthis (septimains, comme les ismaéliens), ne sont pas proches de l'idéologie de Qom, la grande ville religieuse de l'Iran. Nationalistes, ils reprochent à Ibn Saoud de leur avoir volé une partie de leurs territoires ancestraux. En effet, quand Ibn Saoud avait construit l'État saoudien dans les années 30, il s'était emparé de plusieurs régions du Yémen, un État très ancien, contrairement à l'Arabie saoudite qui a été longtemps contrôlée par l'Empire ottoman. Cette guerre s'inscrit dans une série d'erreurs stratégiques commises par l'État wahhabite : la première est l'exécution du cheikh Nimr al-Nimr, chef religieux de la minorité chiite de l'est du pays ; la seconde est

l'ingérence dans la guerre civile de Syrie, d'où les Saoudiens sortirent perdants ; la troisième est cette guerre contre les Houthis du Yémen, où les Saoudiens ont provoqué une catastrophe humanitaire sans pour autant réduire les montagnards houthis à quia ; la quatrième est le boycott du Qatar, où Doha n'a pas cédé ; la cinquième est l'arrestation à Riad du premier ministre libanais en exercice ... Cette politique étrangère aventureuse ne doit pas cacher le fait qu'en politique intérieure le prince héritier MBS (Mohamed ben Salman) renforce l'État en le modernisant et en le soustrayant au pouvoir traditionnel des oulémas.

Nous avons assisté au retour en force de l'État irakien, qui a utilisé sa Division d'or victorieuse à Mossoul pour reprendre, à l'occasion de son retour vers Bagdad, la ville pétrolière de Kirkouk que les Kurdes de Barzani avaient prise en pensant que leur fait accompli finirait par être avalisé par le pouvoir central.

Même le petit Liban a survécu à la crise provoquée par l'arrestation surprise de son premier ministre à Riad. On y a même assisté à un regain de fierté nationale et à une sorte d'union sacrée entre sunnites, chiïtes, druzes et chrétiens.

Ce retour des États et d'une géopolitique classique au Moyen-Orient s'accompagne de la constitution d'alliances, comme dans l'Europe des États-nations du XIX<sup>ème</sup> siècle. Face à l'axe chiïte (Iran, Irak, Syrie, Liban), se dresse un axe sunnite aidé par les Américains : Arabie saoudite, Émirats, Jordanie et Égypte, même si celle-ci s'entend aussi très bien avec la Russie. L'Égypte du maréchal Sissi a en effet beaucoup reproché aux Américains d'avoir fait le jeu des Frères musulmans en Égypte. Cet axe est lui-même concurrencé par le mini-axe Turquie-Qatar. Parce que ça l'arrange, Israël a rejoint pleinement cet axe sunnite. On sait que les Israéliens assistent tous les mois aux réunions de coordination qu'organise la CIA à Amman, avec les Jordaniens et les Saoudiens. La clef simplificatrice de la concurrence des idéologies – libéralisme ou baasisme contre islamisme – ou de la rivalité des religions – sunnisme contre chiïsme, islam contre judaïsme – ne suffit plus pour rendre compte du « chaudron moyen-oriental »... La logique propre aux États-nations (que ces nations soient réelles ou fantasmées peu importe) revient au galop.

Comment interpréter le dernier incident militaire syro-israélien ? Il ne se résume pas à un dérapage malencontreux. Il témoigne d'une escalade plus générale au Moyen-Orient, lourde de dangers à court et moyen termes.

Le samedi 10 février 2018, peu avant l'aube, un drone guidé depuis le territoire syrien pénétra dans l'espace aérien israélien. Il fut aussitôt pris en chasse, puis abattu par des hélicoptères de Tsahal, qui déclara « iranien » l'appareil d'observation (on parle de la copie d'une copie qu'auraient faite les Iraniens d'un drone américain qui se serait écrasé en Iran il y a quelques années). Peu après, une escadrille israélienne s'envola pour aller détruire, sur le territoire syrien, la station de guidage du drone. Les huit F-16 frappés de l'étoile de David furent accueillis par un tir de barrage de missiles sol-air syriens, qui réussirent à en descendre un. L'armée de l'air israélienne estime avoir détruit près d'une dizaine de batteries de DCA, syriennes ou iraniennes.

Stratégiquement, les Israéliens ne se font pas à l'idée de voir la République islamique d'Iran s'implanter militairement dans la durée sur le territoire syrien, voisin du leur. On peut les comprendre : Téhéran n'a toujours pas officiellement renoncé à la politique étrangère de l'ayatollah Khomeiny qui ambitionnait de prendre le *leadership* de tout le monde musulman en adoptant une ligne dure à l'égard de l'État sioniste, lui déniait tout droit historique à l'existence. C'est une situation absurde ; car il n'y a jamais eu d'hostilité réelle entre les Perses et les Juifs ; car Israël a un différend originel avec les Arabes sunnites, pas avec les Iraniens chiites ; car le président iranien réformateur Rouhani a fait le choix historique d'ouvrir son pays aux Occidentaux. Mais cet antagonisme artificiel est hélas profondément ancré dans la tête des stratèges militaires de Tel Aviv et de Téhéran.

Après cette échauffourée aérienne, Benjamin Netanyahu a conversé téléphoniquement avec Vladimir Poutine ; il lui a notamment demandé de faire pression sur les Iraniens, afin qu'ils cessent de renforcer leurs positions militaires sur le territoire syrien voisin d'Israël. Les Israéliens entretiennent d'étroites relations diplomatiques avec la Russie et multiplient les rencontres au sommet. Ils ont compris que Moscou était devenu un pivot incontournable au Moyen-Orient ; ils restent en liaison constante avec le Kremlin.

Nous, Français, serions bien avisés de faire la même chose. Par souci d'efficacité, mais aussi parce que nous partageons quatre intérêts communs avec

les Russes au Moyen-Orient. Premièrement, Russes et nous combattons le même ennemi principal, à savoir le djihadisme sunnite, qui vient tuer nos enfants, dans nos rues. Deuxièmement, nous nous sentons les protecteurs naturels des Chrétiens d'Orient, et ce depuis le dernier siècle de l'Empire ottoman. Troisièmement, nous abordons de la même manière la question des Kurdes : nous disons non à un État indépendant (chiffon rouge aux yeux des quatre États où ces descendants des Mèdes sont disséminés), mais nous disons oui à l'autonomie du Rojava kurde en Syrie, et oui à la reprise du dialogue Ankara-PKK (*Partiya Karkerên Kurdistan*, Parti des travailleurs du Kurdistan) qui exista de 2012 à 2015, et que le Président Erdogan abrogea pour des raisons électoralistes. Quatrièmement, Russes et nous, souhaitons le maintien de l'accord international du 14 juillet 2015 sur la dénucléarisation volontaire de l'Iran, que l'administration Trump a entrepris de saboter.

La stratégie américaine d'isolement de l'Iran me semble contre-productive, car pousse-au-crime. Il en est de même pour la Corée du Nord qui fut, dans le même geste inopiné de Bush en janvier 2002, placée avec l'Iran et l'Irak dans un très curieux « axe du mal ».

Pour des raisons intérieures, pour réussir sa réforme, l'Iran a besoin de réintégrer le commerce international et d'attirer des investisseurs. Que l'Amérique en accepte l'augure, qu'elle cesse ses menaces financières contre les banques souhaitant travailler avec l'Iran, qu'elle rouvre son ambassade à Téhéran : c'est là qu'elle aura une chance d'être entendue en demandant aux Iraniens d'abandonner leur posture anti-israélienne et de relâcher leur emprise militaire sur le Levant.

Travailler avec la Russie veut-il dire que nous Français devrions approuver l'entière de ses politiques étrangère et intérieure ? Bien sûr que non : nous continuons à penser que son ingérence en Ukraine n'est pas de son intérêt à long terme, et qu'elle a suffisamment de territoires à développer en Sibérie ; nous continuons à regretter que Poutine n'ait pas profité de ses dix-sept ans au pouvoir pour instaurer un État de droit dans son pays, et nous l'encourageons à le faire dans les six ans de son prochain mandat.

Mais face à l'engrenage des alliances nouvelles qui fourbissent leurs armes au Moyen-Orient (un axe Amérique-Israël-Arabie saoudite contre un axe Turquie-Iran-Russie) et qui pourrait dégénérer en affrontement généralisé, la Russie est le pivot sur lequel nous devons jouer, pour modérer Ankara dans sa paranoïa

antikurde et Téhéran dans sa rhétorique anti-israélienne. Le réalisme, la cause de la paix et nos intérêts à long terme nous le commandent.

Je vous remercie.

LOÏC HENNEKINNE

Merci beaucoup pour ce développement très éclairant, notamment cette ouverture finale vers la Russie que nous sommes plusieurs à essayer de favoriser.

Nous allons maintenant nous intéresser au point de vue iranien.

François Nicoullaud a commencé sa carrière diplomatique au milieu des années 60. À sa sortie de l'ENA, il fut nommé au Chili où il me succéda comme deuxième secrétaire dix jours après le coup d'État (septembre 1973). Son action remarquable, sous l'autorité de Pierre de Menthon, pour accueillir les réfugiés à l'ambassade de France et les exfiltrer ensuite vers la France, révéla d'exceptionnelles qualités de lucidité et de courage qu'il a confirmées par la suite. Il s'est beaucoup impliqué dans les questions culturelles et de coopération au Quai d'Orsay, notamment au moment de la fusion entre le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Coopération. Il a été ambassadeur en Hongrie (1993-1997). Il a travaillé avec Pierre Joxe au ministère de la Défense. La diversité de son expérience lui donne une vision très large de la politique internationale. Ambassadeur à Téhéran de 2001 à 2005, il continue à nous parler de l'Iran, notamment à travers ses articles que nous lisons avec beaucoup d'intérêt dans *Le Monde*.

FRANÇOIS NICOULLAUD

*La politique étrangère de l'Iran et l'Arabie saoudite*

Merci beaucoup de ces propos beaucoup trop élogieux.

J'aimerais immédiatement rebondir sur un point clef du bel exposé de Renaud Girard sur la résilience des États. On a tellement lu et entendu que les frontières

« artificielles » du Moyen-Orient, dessinées par les Français et les Britanniques en 1916, lors de l'accord Sykes-Picot, étaient vouées à disparaître ! Pas du tout. Il se produit une alchimie assez mystérieuse quand on installe les gens dans des frontières, même si elles paraissent artificielles (et on sait ce que les frontières dites « naturelles » ont coûté en guerres et en désastres de toutes sortes). Cette alchimie, cette polarisation de la société qui fait que les gens s'attachent au territoire qui leur a été confié, au drapeau qui leur a été donné, est très visible en Irak. On ne donnait pas cher de l'Irak il y a encore quelques années mais on a vu qu'il y avait quand même un ressort véritablement « national » que le présent Premier ministre Abadi a très bien exprimé et concrétisé et qui, finalement, a triomphé à la fois des tentations séparatistes kurdes et des tentatives de mise sous tutelle des Iraniens. Les Irakiens prennent leurs distances avec tout cela, même s'ils savent ce qu'ils doivent aux Iraniens dans des moments dramatiques, quand l'État islamique approchait des portes de Bagdad.

Il y a des contre-exemples. La Yougoslavie a éclaté. Mais en général, les contre-exemples illustrent le phénomène de très vieilles nations qui n'ont pas disparu. Les Croates, par exemple, avaient mille ans d'histoire derrière eux. C'est vrai aussi des Slovènes et on pourrait multiplier les exemples.

La résilience des nations, la résilience du sentiment national se vérifie au Moyen-Orient. Je l'ai dit pour l'Irak, c'est vrai aussi pour la Syrie. En effet, en dépit de tous les affrontements, personne n'a demandé que l'on découpe la Syrie, même pas les Kurdes.

C'est vrai pour l'Iran. Comme toutes les révolutions (française, russe), cet objet géopolitique non identifié qu'a été la République islamique a hésité entre le prosélytisme internationaliste sous la bannière d'un islam rénové et le sentiment national ; entre la posture de Don Quichotte (volonté de rayonner dans le monde) et celle de Sancho Pança, qu'on retrouve dans la volonté de protéger le pré-carré national, en même temps que les intérêts du régime, la survie de ses dirigeants et, aujourd'hui, de leur lignée (les enfants des ayatollahs se retrouvent souvent aux postes-clés des grandes affaires et, d'ailleurs, dans de nombreux circuits de corruption).

Au début, le prosélytisme l'emporte, tous les musulmans doivent se débarrasser de leurs dirigeants corrompus et impies et se fondre au sein d'une *umma* reconstituée autour du guide infaillible de la révolution, l'Imam Khomeyni.

Mais après cette bouffée d'élan révolutionnaire, de projection de l'idéal islamiste, qui a connu des succès mitigés, on a assisté au retour du national, avec la guerre Irak/Iran. En effet, Saddam Hussein, qui avait peu apprécié ces appels au renversement des « mauvais dirigeants » (il était directement visé), a attaqué l'Iran. C'est alors qu'on a vu le réflexe national prendre le dessus, un peu comme à « Valmy » pendant la Révolution française, ou comme en Union soviétique avec la « Grande guerre patriotique » (quand Staline s'attaque aux nazis, il ne le fait pas au nom des idéaux prolétariens mais au nom de la défense de la « Sainte Russie »).

Les Saoudiens ont été également visés dans cette première phase de la révolution car les Iraniens leur ont contesté le contrôle exclusif des lieux saints qui, selon eux, devaient appartenir à l'ensemble de l'*umma* musulmane. L'année 1979 est pour les Saoudiens une « *annus horribilis* » : En novembre un commando de Sunnites exaltés s'empare des lieux saints de la Mecque pendant une dizaine de jours, en plein *Hadj*, prenant des pèlerins en otages (le ministre de l'Intérieur saoudien avait demandé le renfort d'un commando de gendarmes français du GIGN). Au même moment survient le soulèvement de la minorité chiite à l'est du pays (région pétrolière stratégique), qui scande le nom de Khomeyni. Ce soulèvement a donné lieu à une répression sanglante et les deux épisodes ont donné le signal d'une régression sur le plan intérieur avec le retour en force du wahhabisme. En effet, dans les années 70, en Arabie saoudite, il y avait des cinémas et les femmes pouvaient se déplacer sans abaya. Se sentant menacée par l'expansionnisme idéologique de l'Iran, l'Arabie saoudite bâtit alors son propre expansionnisme. C'est le début du prosélytisme wahhabite tous azimuts, le soutien aux Talibans en Afghanistan, la création du Conseil de coopération du Golfe, qui n'a d'ailleurs jamais très bien fonctionné mais qui a été conçu pour faire bloc à l'égard de l'Iran. On assiste aussi à la montée en puissance de l'arsenal militaire saoudien, avec l'achat de missiles balistiques chinois de longue portée pouvant frapper Téhéran. La rivalité qui opposait déjà l'Iran et l'Arabie saoudite du temps du Shah se cristallise à nouveau sur d'autres bases. Le roi Khaled, puis le roi Fahd soutiennent Saddam Hussein. En laissant filer vers le bas le prix du pétrole à partir de 1985, sur le conseil des Américains, ils mettent peu à peu l'Iran à genoux. Par la même occasion, ils mettent à genoux l'Union soviétique. C'est vraiment un coup double.

Côté iranien, à partir de 1981, les pèlerins iraniens à la Mecque, expressément encouragés par l'Ayatollah Khomeyni, lancent des slogans hostiles à l'Arabie saoudite, aux États-Unis, à Israël... et s'en prennent à la police ; en 1986, la

police découvre des explosifs dans les bagages de pèlerins iraniens ; en 1987, nouvelle manifestation à la Mecque de pèlerins qui brandissent des portraits de l'Ayatollah Khomeyni ; il s'en suit une bousculade et des tirs de la police saoudienne qui font plusieurs centaines de morts, notamment du côté iranien. À Téhéran, les ambassades du Koweït et d'Arabie saoudite sont alors mises à sac, l'ambassade saoudienne est incendiée, les diplomates saoudiens sont pris à partie par la foule et l'un d'eux saute par la fenêtre et se tue (les Iraniens ont une vieille tradition du non-respect des privilèges diplomatiques, qui remonte au XIX<sup>ème</sup> siècle, où ils avaient déjà massacré un pauvre ambassadeur russe, le diplomate et poète Griboïedov. On se souvient aussi de la prise d'otages à l'ambassade américaine en 1979). Peu après, plusieurs explosions frappent des installations pétrolières dans l'est du pays. Riyadh rompt alors ses relations diplomatiques avec Téhéran. Elles seront rétablies en 1991, après la mort de Khomeyni, sous l'impulsion du Président Rafsandjani, partisan de l'apaisement.

Dans la relation entre les deux pays, qui tend quand même à s'apaiser lentement avec la fin de la guerre Irak-Iran, l'intervention américaine en Irak, en 2003, crée un effet de seuil. Les Saoudiens ne peuvent accepter que cet important pays voisin, dirigé depuis l'empire ottoman par des Sunnites, tombe sous la coupe des chiïtes. Si le principe majoritaire lié à l'introduction de la démocratie doit s'appliquer au Proche et Moyen-Orient, alors la Syrie n'a plus à être sous la coupe d'un minuscule clan alaouite. Assad doit partir, les sunnites, qui représentent autour de 65% de la population doivent en prendre les commandes. S'ils sont proches du salafisme wahhabite, c'est encore mieux.

Pour les Iraniens en revanche, qui n'ont rien demandé, mais qui ont tiré les marrons du feu de l'intervention américaine en Irak, pas question de voir des sortes de néo-Talibans s'installer en Syrie, avec ensuite pour premier objectif de déstabiliser l'Irak, et de venir alors battre les frontières de l'Iran.

Tous les éléments de la crise syrienne se mettent alors en place. De part et d'autre, on va alimenter la fournaise jusqu'à ce jour.

Nouvelle brûlante déception pour les Saoudiens avec la conclusion en juillet 2015 de l'accord nucléaire entre l'Iran et six puissances, dont la négociation a été menée par les États-Unis et l'Iran. Les Saoudiens se réveillent avec la triste prise de conscience qu'ils ne sont plus les chouchous exclusifs de Washington dans la région du Golfe persique. Nouveau choc quelques semaines plus tard. Les Saoudiens réalisent qu'ils sont allés trop loin en fournissant des armes anti-chars efficaces aux rebelles syriens. L'armée d'Assad vacille, les Iraniens

appellent les Russes à leur secours. Leurs bombardements commencent fin septembre, le sort de la guerre bascule du côté des forces loyales au régime. La théorie du « croissant chiite », popularisée dès 2004 par le roi Abdallah de Jordanie prend son envol, elle est rejointe par celle du « corridor terrestre Téhéran-Méditerranée ».

L'année 2015 est aussi une année charnière. Le roi Abdallah meurt, le roi Salman lui succède et, déjà très affaibli lui-même, concède de plus en plus de responsabilités à son fils chéri Mohammed, nommé dès janvier 2015, à trente ans, ministre de la Défense, responsable du conseil de gestion économique du pays et aussi responsable du pétrole. Jeune et impulsif, il s'éloigne de la ligne traditionnelle de prudence, de la posture conservatrice, presque craintive, de la diplomatie saoudienne (je me souviens par exemple qu'en 2007, alors que les Américains étaient prêts à frapper l'Iran, les télégrammes de Riyad les en dissuadaient : en dépit de leur langage guerrier, ils avaient très peur du passage à l'acte). En mars 2015, le prince Mohamed Ben Salmane, qui n'a plus ce genre de scrupule, ni le sens de la décision collective qui faisait que tout était lent, amorti dans les décisions du pouvoir saoudien, déclenche la guerre au Yémen, devenue aujourd'hui un bourbier dont les Saoudiens ne savent plus comment sortir. En septembre 2015, il est peut-être involontairement à l'origine du mouvement de foule et de la panique collective qui entraîne à la Mecque la mort de 2 000 pèlerins dont 400 Iraniens. En décembre, pour faire bon poids avec l'exécution d'une quarantaine de jihadistes, il fait décapiter un dignitaire chiite de l'est du pays qui pourtant, même s'il critiquait le pouvoir saoudien, excluait d'employer la violence pour le renverser. C'en est trop pour les Iraniens. Début 2016, l'ambassade d'Arabie Saoudite et le consulat saoudien à Machhad sont mis à sac. Les relations diplomatiques sont rompues. On en est encore là aujourd'hui. À l'heure qu'il est, force est de constater la prévalence de la méfiance et des préjugés sur les deux rives du Golfe persique. Côté saoudien, le complexe d'une jeune nation encore mal assurée de l'avenir de ses institutions et de sa société entretient l'image d'un monde perse ennemi séculaire du monde arabe. Et le wahhabisme désigne les Iraniens comme porteurs d'un schisme aux limites du paganisme, portant atteinte à la cohésion du monde musulman. Les Iraniens au contraire présentent le chiisme comme l'un des rites de l'islam, rien dans les différentes formes de dévotion ne justifiant d'entrer en guerre les uns contre les autres. Pénétrés de leur identité millénaire, ils sont fiers d'avoir porté de grands phares de la culture et de la science universelles. Hors propos officiels, ils laissent transparaître leur commisération pour le monde arabe en général, et en

particulier pour les derniers arrivés en civilisation que sont leurs voisins du Golfe persique.

Chacun sait pourtant qu'il n'y aura pas de début d'apaisement des crises du Proche et du Moyen-Orient sans un minimum de compréhension et d'acceptation mutuelles entre l'Iran et les principaux pays arabes, à commencer, en l'état d'affaiblissement actuel de l'Égypte, par l'Arabie saoudite.

Pour sortir de cette impasse, le ministre des Affaires étrangères iranien, Mohammad Javad Zarif, a plaidé récemment pour « la mise en réseau » des pays de la région afin de gérer entre eux, sans intervention extérieure, leurs différends en matière de sécurité et de tenter de faire naître entre eux, par une série de gestes mutuels, un début de détente. La première étape en serait la création d'un Forum de dialogue régional dans le Golfe Persique. Mais cette idée a du mal à prospérer. L'Arabie saoudite craint sans aucun doute de se trouver presque seule à seule avec son puissant voisin, et d'être entraînée dans un exercice qui légitimerait l'expansion de l'influence iranienne dans la région, l'Iran apparaissant aujourd'hui, quand on fait un bilan provisoire, comme le grand vainqueur. Il est douteux que les Etats-Unis acceptent de se voir écartés d'un processus déterminant pour la physionomie future de la région. On est donc, il faut le reconnaître, dans une situation bloquée. On n'ira pas à la guerre entre l'Arabie saoudite et l'Iran, les deux pays savent que ça ne peut pas aller jusque-là, mais on est devant cette situation assez frustrante pour les observateurs, pour les diplomates, devant un cas de figure où il n'y a pas de solution immédiate. Il va donc falloir attendre que le temps fasse son œuvre, que les choses bougent dans des directions inconnues pour arriver, peut-être, à débloquer cette situation.

Je termine sur cette note d'attente face à une situation de crise qui n'est pas encore dénouée.

LOÏC HENNEKINNE
-----------------

Merci beaucoup de nous avoir donné ces éléments de compréhension de la position iranienne.

Pierre Conesa est également un énarque. Spécialiste des affaires stratégiques, il a travaillé longtemps au ministère de la Défense avant de créer sa propre société de conseil. Le dernier de ses nombreux ouvrages, *Docteur Saoud et Mister Jihad : la diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite*, préfacé par Hubert Védrine (Robert Laffont, 2016), est une somme. J'avais aussi particulièrement apprécié *La Fabrication de l'ennemi ou Comment tuer avec sa conscience pour soi* (Robert Laffont, coll. « Le Monde comme il va », 2011).

Pierre Conesa va maintenant nous présenter les choses vues de l'Arabie saoudite, avec un focus sur la guerre au Yémen qui surprend beaucoup une communauté internationale qui peine à comprendre pourquoi elle a été déclenchée.

PIERRE CONESA
---------------

*Le chaudron moyen-oriental et la politique des puissances*

Merci beaucoup.

Je survolerai ce qui est justement désigné comme le « chaudron du Moyen-Orient »

Si on ne sait pas ce qu'est une frontière naturelle, on sait très bien ce qu'est une frontière artificielle. On se rend compte, par exemple, qu'on ne résoudra pas la question kurde, au cœur de la crise du Moyen-Orient, en se contentant de recommander de ne toucher à rien. Nous-mêmes avons contribué à la partition de la Yougoslavie, le Somaliland est indépendant, le Sahara occidental a été annexé... La guerre des frontières est ouverte dans beaucoup d'endroits du monde. Si, dans certains cas, la partition peut résoudre un certain nombre de questions, il ne faut pas refuser d'aborder la question.

La conclusion de François Nicoulaud me paraît malheureusement exacte : si nous nous revoyons dans quatre ans, nous traiterons des mêmes thèmes. C'est pourquoi je voudrais tenter un survol de la région pour essayer d'en expliquer la

complexité et de voir quel type de comportement nous, Occidentaux, pouvons avoir.

Cette région vit la plus grave crise qu'elle ait connue depuis très longtemps.

Si on regarde le chaînage des crises, la région concernée va du Pakistan à l'Égypte et s'étend même jusqu'au Nigéria. Les Pakistanais estiment qu'ils ont perdu 74 000 personnes dans des attentats terroristes et se considèrent comme un des fronts de la lutte anti-terroriste. Les accusations de Trump passent mal et le président américain est d'ailleurs le seul à penser qu'il ne faut pas aider le Pakistan. Parmi les pays les plus touchés par le terrorisme viennent ensuite l'Afghanistan puis l'Irak. On retrouve dans ces trois pays des caractéristiques de crise qui ne se résolvent pas simplement par des discussions avec les capitales, l'Afghanistan étant probablement l'exemple le plus frappant. Ensuite, il y a évidemment la Syrie, puis le Liban, qui est dans une situation d'instabilité qui ne tient que parce que, heureusement, personne ne s'en mêle. Il y a l'occupation de Bahreïn. Il y a évidemment la guerre au Yémen. Et puis il y a le coup d'État en Égypte pour chasser les Frères musulmans et le chaos en Lybie.

Nous sommes donc dans un chaînage de crises comme cette région en a rarement connu. À cela s'ajoute une intervention de la Turquie.

Chacune des crises est à la fois une crise religieuse et une crise internationale.

Une guerre de religions entre chiïtes et sunnites a commencé au Pakistan et s'est étendue en Afghanistan, en Syrie, en Irak, au Yémen, à Bahreïn et même au Nigéria où Boko Haram se bat contre les chiïtes. Les « mauvais musulmans » sont aujourd'hui la cible première des salafistes. Le terrorisme tue aujourd'hui 90 % de musulmans. Ne pas prendre en compte ce fait, c'est entretenir l'illusion que nous pouvons, tel un chevalier blanc, contribuer à apaiser les tensions au milieu d'une guerre de religions. Je serai d'un cynisme absolu : nous avons mis un siècle et demi à découvrir la tolérance. Nous l'avons payé très cher. Je ne crois pas qu'on puisse faire l'économie de ce genre d'expérience pour découvrir ce qu'est la tolérance.

Dans chacune de ces crises, il y a une multiplicité d'acteurs.

En Syrie, il y a cinq guerres en une :

- La Turquie a pour objectif de casser le PKK, donc d'empêcher la partition (ou la reconstitution ?) du Kurdistan ;
- Les chiites contre les sunnites ;
- Les alaouites ne sont qu'une infime minorité autour de laquelle se sont regroupées toutes les autres minorités qui apportent leur soutien à Assad, notamment parce qu'elles sont conscientes que l'arrivée au pouvoir de Daech, d'Al-Nosra et même de l'ASL (Armée syrienne libre) ne rétablirait pas la laïcité telle qu'elle était à l'époque du socialisme arabe ;
- Assad contre tout le monde ;
- Nouveauté : une rivalité a donné lieu à des accrochements violents entre les héritiers d'Al-Qaïda (Al-Nosra) et Daech.

Au milieu de tout cela, les Occidentaux hésitent encore à identifier le véritable ennemi, en tout cas ils ont hésité longtemps : On se souvient que toute la France expliquait qu'il ne fallait pas bombarder Daech car cela risquerait de renforcer Assad !

Il en est de même au Yémen. Cinq acteurs pèsent sur cette crise :

L'Arabie saoudite et la coalition des pays sunnites ont décidé de s'attaquer aux Houthis qui, bien qu'à majorité chiite, se rallient à l'ancien président sunnite (Ali Abdallah Saleh) qu'ils finissent par assassiner en décembre 2017 ! Tout cela pour dire qu'on est dans une guerre assez complexe entre sunnites et chiites.

Al-Qaïda dans la péninsule arabique est considéré par la CIA comme la branche la plus dangereuse d'Al-Qaïda. Or on n'a pas compris si les Saoudiens se battaient contre Al-Qaïda ou pas. Ils ont occupé un certain nombre de villes à leur compte propre pendant une durée telle qu'on peut logiquement penser qu'AQPA est une cible prioritaire de la coalition.

Dernier acteur dans la crise : les sécessionnistes du sud, qui viennent de dire que cette guerre ne les concerne pas, sont soutenus par les Emirats arabes unis (EAU).

Au milieu de tout cela les Américains mènent leur propre lutte anti-terroriste et continuent à bombarder avec des drones. Or un drone, outre la personne visée, tue aussi un certain nombre d'innocents autour de sa cible, ce qui peut expliquer l'hostilité de l'opinion publique yéménite à l'égard des Américains. Comme au Pakistan et ailleurs, les populations civiles du Yémen sont des victimes collatérales d'une politique qui se décide à Washington.

Nous parlons de situations d'une extrême complexité. Je ne suis pas sûr que quiconque ait une idée très claire sur la façon dont cela peut se résoudre. Je rappelle que la guerre au Yémen est la sixième depuis l'indépendance du pays. Autant dire qu'au Yémen la situation normale... c'est la guerre !

Les puissances régionales ont toutes des stratégies propres, parfois opposées à celles des grandes puissances, ce qui complique encore la situation.

On l'a vu à propos de la Syrie. L'Arabie saoudite soutenait les islamistes bien que l'enjeu exprimé fût d'avoir la tête d'Assad. Mais on sait que cette guerre, telle qu'elle s'est passée, a été le champ d'ambitions tout à fait différentes. Les Iraniens, comme cela a été dit, soutiennent le régime Assad. Les Russes ont une logique de la stabilité qu'ils nous ont maintes fois expliquée : ils craignent que la destruction du régime d'Assad ne reproduise en Syrie la situation désastreuse créée par la guerre que nous avons menée en Libye. Ils ont évidemment un bon argument, c'est qu'après avoir détruit l'Irak de Saddam Hussein, on a vu l'apparition de Daech.

On ne peut pas dire que la stratégie des grandes puissances ait été d'une parfaite continuité. On n'est d'ailleurs pas sûr qu'elles aient une idée très précise du partenaire qui pourrait être l'élément de stabilité dans ces guerres à enjeux multiples. En effet chacun se bat contre tous les autres. On voit aujourd'hui les Turcs faire des incursions en Syrie pour lutter contre les Kurdes. On a vu hier les Américains bombarder des troupes syriennes et tuer des mercenaires russes pour défendre des positions ASL ...

Au milieu de tout cela, dans un certain nombre de chancelleries, on entend dire qu'« il faut y aller », qu'à l'instar des brigadistes de la guerre d'Espagne, nos jeunes se seraient engagés avec Daech pour mener une guerre de libération contre le dictateur Assad. La diplomatie occidentale, dans le long terme, a parfois été assez surprenante. Nous avons contribué à détruire tous les régimes laïques du monde arabe. Nous avons contribué à mettre Nasser sous embargo. Et si, heureusement, nous n'avons pas contribué à détruire Saddam Hussein, nous avons quand même détruit le régime de Kadhafi. Avec un peu de chance, nous aurons la tête d'Assad ! Tout cela au bénéfice de la seule force politique organisée, les islamistes. On peut négocier avec les Frères musulmans, parce qu'il y a une structure. Mais on ne négocie pas avec Daech dont le projet politique est la reconstitution du Califat, une entité supranationale qui regrouperait les sunnites. Les ennemis de Daech sont d'abord les « mauvais

musulmans », chiïtes en tête puis soufis, ensuite les Occidentaux, enfin les Juifs. Mais j'insiste sur le fait que les massacres concernent d'abord les populations musulmanes. La dynamique de crise n'est pas forcément celle qu'on met en avant et donc la forme militaire de notre intervention pose problème.

Le soutien fanatique et constant à l'Arabie saoudite a été la deuxième grande erreur. Théoriquement une résolution met sous embargo les ventes d'armes aux belligérants... Il semblerait que l'Arabie saoudite ne figure pas sur la liste ! (Seule l'Allemagne a voté l'embargo sur les armes à destination de l'Arabie saoudite). Le soutien à Riyad est allé très loin. Entendre Trump, en Arabie saoudite, expliquer que le terrorisme prend sa naissance en Iran alors que nous avons eu dans nos rues 240 morts et 900 blessés imputables au salafisme, pur produit de l'Arabie saoudite... on s'interroge : les intérêts de l'Europe et des États-Unis sont-ils les mêmes ?

Trump, qui n'a aucune expérience internationale (on se souvient de l'épisode de son dialogue avec Kim Jong-un), est capable de faire des déclarations totalement contre-productives qui ne sont pas de l'intérêt des Européens. Cela devrait nous conduire à avoir notre analyse propre sur la crise. L'un des résultats de notre (absence de) diplomatie sur la Syrie, c'est que nous nous retrouvons en marge des tables de négociations. Celle des Russes ne nous accorde pas beaucoup de place. Je ne suis pas sûr que celle des Américains nous en accorde. En effet, nous nous sommes contentés de suivre ce qui se décidait ailleurs. Nous avons pensé que la crise se jouait à l'ONU auprès des membres permanents du Conseil de sécurité au lieu de regarder la réalité de la crise. « Piller d'abord, brûler ensuite », disait ce Viking à son fils. Nous avons commencé par brûler, ensuite nous avons essayé de réorganiser... La militarisation des crises dans lesquelles nous nous sommes engagés depuis la disparition de l'URSS – dont quelques-uns des résultats furent la Lybie et aujourd'hui la Syrie – nous a empêchés d'avoir une analyse politique claire afin de savoir si le moyen militaire était une solution à la crise. Je n'aurai pas la cruauté de rappeler le magnifique insuccès de l'Afghanistan, dont, heureusement, nous nous sommes retirés.

En tant que Français, je me pose la question du coût de nos interventions. J'ai fait le calcul pour l'Afghanistan, une opération terminée. Pour 3 000 hommes, le coût complet, calculé selon la méthode américaine (remplacement des

matériels, paiement des pensions etc.) s'élève à 8 milliards d'euros. Le coût des OPEX ne se limite pas aux 800 millions budgétés chaque année. Le coût complet d'une opération militaire est un trou qui ne cesse de se creuser.

Dernier constat, lancinant : Nous avons été totalement incapables d'amener Israël à une table de négociations. Cette situation est un scandale dans l'ensemble du monde arabe. Nous sommes capables d'envoyer des troupes combattre Assad, on nous explique qu'il faut protéger les Kurdes mais il n'est jamais dit qu'il faut protéger les Palestiniens. Lors de la dernière opération, Gaza a reçu, au mètre carré, plus de bombes que l'Allemagne pendant la Seconde guerre mondiale. Est-ce comme cela qu'on arrêtera le salafisme ?

Je suis favorable à ce qu'on arrête et qu'on réfléchisse (comme disait Gédéon [dessinateur de *Charlie hebdo* mort en 2004] : « *On s'arrête, on réfléchit, et c'est pas triste.* »). En effet, nous nous sommes enferrés dans des crises où, absurdement, l'analyse politique suivait l'analyse militaire.

Baudrillard l'avait dit à propos de la décision américaine d'envahir l'Irak : contrairement à la théorie énoncée par Clausewitz, la guerre n'est plus la continuation de la politique par d'autres moyens, avec George Bush c'est la continuation d'une non-politique.

Nous n'avons pas de politique au Moyen-Orient. Ce qui se décide à Washington n'est pas une politique. Mais nous avons décidé que Washington était le chef d'orchestre et nous avons suivi. La France a largement contribué aux erreurs commises au Moyen-Orient en surmilitarisant. Nous avons hésité sur les cibles en Syrie. Nous avons été d'un silence assourdissant sur le Yémen et, comme cela a été dit, nous avons rejeté la Russie. L'actuel Président de la République, sans doute conscient du désastre que fut la politique de l'équipe précédente, est en train de revoir la diplomatie française.

La France reste l'un des plus gros fournisseurs de l'Arabie saoudite, notre meilleur client en matière d'exportations depuis une vingtaine d'années. Au Yémen, le bilan humanitaire est aujourd'hui l'un des plus dramatiques qui soit. On estime que l'épidémie de choléra pourrait toucher un million de personnes. Il y a eu 10 000 morts. On estime que 30 % de la population est en situation de famine. Cela sous embargo des pays intervenant contre le Yémen. La situation fait écho à quelques épisodes de l'histoire : Hitler avait retenu Beneš quand il avait voulu démembrer la Tchécoslovaquie. MBS a voulu faire la même chose

avec le Liban. Heureusement, le Président français est allé expliquer aux Saoudiens que ce sont des choses qui ne se font pas...

Je relève aujourd'hui trois facteurs de crise :

Il y a un problème saoudien, il ne faut pas le cacher : l'Arabie saoudite est un grand perturbateur régional. Crise à Bahreïn, embargo contre le Qatar, invasion au Yémen, soutien maintenu aux salafistes et tension avec l'Iran.

Un deuxième perturbateur, l'Iran, raisonne en tant que puissance régionale relativement classique, en fonction de son accès aux autres zones chiïtes sur la planète.

Les États-Unis, dans leur version Trump aujourd'hui, sont un troisième perturbateur.

Si nous continuons à nous en mêler comme nous le faisons actuellement, cette crise régionale peut devenir une guerre mondiale. Si les Américains rentrent dans une guerre avec l'Iran, il est évident que les Russes ne laisseront pas faire. Et nous nous retrouverons dans un scénario classique où nous ferons une guerre sans même nous être interrogés sur nos intérêts propres.

J'en arrive à un constat d'impuissance : Il vaut mieux ne pas intervenir que de devenir co-belligérants. C'est le scénario que nous avons connu en Irak. Après avoir soutenu l'Irak à l'époque de la révolution iranienne, nous sommes progressivement devenus co-belligérants (pour éviter de perdre le coût de nos contrats d'armement).

Nous devons être conscients que la France est particulièrement exposée à des retours de flamme du Moyen-Orient. En effet, la France a la plus grosse communauté musulmane, la plus grosse communauté juive de tous les pays de l'Union européenne. Nous avons eu 240 morts et 900 blessés dans nos rues. « Vous tuez les enfants chez nous, on vient tuer les enfants chez vous », lançait un des assaillants du Bataclan. Il est en effet plus facile de les tuer ici que d'aller les tuer aux États-Unis. Nous serions bien inspirés de nous interroger sur le rapport entre notre sécurité intérieure et les avantages que nous pouvons tirer d'une participation militaire à quelque chose qui, finalement, est d'une certaine complexité.

Dernière remarque, il n'y a pas de lien mécanique entre nos ventes d'armes et nos interventions militaires. L'Allemagne nous a dépassés en matière d'exportation d'armement sans participer à aucune intervention militaire.

Je vous remercie.

LOÏC HENNEKINNE

Merci beaucoup.

Nous avons eu trois exposés extrêmement complets qui ont montré que nous nous trouvons dans une situation que nous ne maîtrisons pas.

Nous allons maintenant écouter Jean-Pierre Chevènement.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

### *La politique des puissances au Moyen-Orient*

Invité à décrire la politique des puissances dans ce « capharnaüm » (terme originaire du Moyen-Orient<sup>9</sup>), un mot me vient à l'esprit : « Si vous croyez comprendre quelque chose au Moyen-Orient c'est qu'on vous l'a mal expliqué ».

Au risque d'introduire une confusion supplémentaire, je développerai l'idée que la politique (ou la non-politique) actuelle est le résultat de choix très anciens. Par exemple, l'instrumentation du fondamentalisme islamique dans la guerre froide a toujours été une constante de la politique américaine contre l'URSS et les régimes nationalistes arabes qui lui étaient alliés. Sans remonter au pacte du Quincy (1945), on le vérifie dans l'Égypte de Nasser, en Palestine, en Irak et en maints endroits, toujours contre les régimes laïques qui furent alliés à l'Union soviétique et porteront durablement ce stigmate. On ne doit donc pas

---

<sup>9</sup> Du toponyme biblique *Capharnaüm*, ville située au bord du lac de Tibériade, où Jésus aurait été assailli par une foule hétéroclite de malades faisant appel à son pouvoir guérisseur.

s'étonner, après Saddam Hussein et en même temps que Bachar el-Assad, de l'expédition libyenne, où la France fut pour quelque chose, avec la politique de changement de régime, pour laquelle nous n'étions pas mandatés, et l'exécution de Kadhafi.

Il serait opportun de nous interroger sur l'orientation générale de la politique de l'Occident dans le Moyen-Orient. La « politique de l'Occident » est en réalité la politique des États-Unis à laquelle peu à peu nous nous sommes ralliés. Sans évoquer la première guerre du Golfe qui ouvre la voie à une déstabilisation durable puisqu'elle ne débouchera pas sur la paix mais sur un embargo cruel et, surtout, sur une deuxième guerre du Golfe et la destruction de l'État irakien. C'est là le résultat de la politique de George Bush père et fils, même si, en 2003, la dissolution de l'État irakien donne un coup de fouet à l'islam radical, à Al-Qaïda pour dire les choses telles qu'elles sont car, de 2003 à 2008, c'est une insurrection djihadiste qui est sinon pilotée du moins largement cautionnée par Al-Qaïda et dont les Américains viendront à bout. Le général Petraeus a expliqué comment il avait retourné les tribus sunnites de l'ouest irakien pour sortir de cette phase qui a été suivie d'une nouvelle rechute après que Al-Maliki fut reconduit à la tête de l'Irak. Al-Maliki, symbole du chiisme sectaire, était un chiffon rouge pour les populations sunnites de l'ouest de l'Irak qui se sont jetées dans les bras de Daech dont il faut toujours rappeler qu'il a démarré en Irak et non en Syrie comme on essaye quelquefois de nous le faire accroire.

Obama a voulu réagir par rapport à la politique désastreuse de G.W.Bush. Il avait une vision d'ensemble : le pivot vers l'Asie, le retrait du Moyen-Orient et de l'Afghanistan, une politique dont on ne peut pas dire qu'elle ait vraiment réussi. C'est que le retrait d'Irak, qui n'avait pas été pensé, a laissé en place un gouvernement sectaire qui a relancé la guerre civile en Irak au bénéfice de Daech – de la même manière qu'en Afghanistan les Talibans ont repris du poil de la bête – de sorte que, comme l'a fait observer Robert Malley, il y a en définitive plus de soldats américains en Irak sous Trump qu'il n'y en avait sous Obama.

Pour essayer de comprendre ce qui se passe il faut partir du discours prononcé par le président Obama à l'adresse du monde musulman lors d'une visite au Caire le 4 juin 2009<sup>10</sup>, à la veille des « printemps arabes » (à partir de janvier

---

<sup>10</sup> « ... Je suis venu ici pour trouver un nouveau départ entre les États-Unis et les musulmans du monde entier, basé sur un intérêt mutuel et un respect mutuel et aussi sur cette vérité que l'Amérique et l'islam ne s'excluent pas et n'ont pas besoin d'être

2011) en Tunisie, en Égypte, en Syrie, en Libye. Ces « printemps arabes » sont évidemment très chaleureusement accueillis dans tout le monde occidental qui s'esbaudit devant l'insurrection d'une jeunesse interconnectée... négligeant le fait que les conditions de la démocratisation ne sont pas réunies. En effet, sans citoyens il n'y a pas de démocratie et, très rapidement, on voit que, derrière ces manifestations, le fond des populations qui sont restées plongées dans un certain obscurantisme vient à l'appui des islamistes : en Égypte les Frères musulmans (Mohamed Morsi), en Tunisie Ennahda. En Syrie les Frères musulmans se sont implantés très tôt, à peu près en même temps qu'en Égypte. Déjà, en 1982, ils étaient le fer de lance de l'insurrection contre Hafez el-Assad, le père de Bachar, insurrection impitoyablement écrasée (on se souvient de Hama, assiégée et bombardée à l'artillerie lourde, dont les 10 000 morts ne suscitèrent aucune réaction). Il n'est pas étonnant que l'insurrection en Syrie, qui était d'abord une insurrection contre Bachar el-Assad, ait été rapidement dominée par les islamistes qui structuraient l'opposition depuis des décennies.

On a beaucoup parlé de l'ASL (Armée syrienne libre) mais on oublie qu'elle est le produit de l'ouverture de sa frontière par la Turquie qui intervient un an après le début du « printemps arabe » en Syrie.

Le « printemps arabe », en Syrie, commence en 2011, la rupture de nos relations diplomatiques est décidée par M. Sarkozy et M. Juppé en mars 2012. L'arrivée au pouvoir de François Hollande ne fait pas dévier notre politique d'un iota, au contraire : « *Bachar el-Assad ne mériterait pas d'être sur la terre* », déclarait Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères en août 2012.

Au même moment se surajoute à la guerre intérieure syrienne une guerre d'ingérence pilotée par la Turquie, l'Arabie saoudite, le Qatar, les puissances sunnites qui, naturellement, veulent porter le coup d'estoc au régime syrien, allié de l'Iran depuis 1979 contre le régime de Saddam Hussein, branche rivale du Baas. Très rapidement, la guerre en Syrie prend un aspect complexe, difficile à déchiffrer car, comme l'a dit Pierre Conesa, cette guerre juxtapose plusieurs enjeux, plusieurs conflits.

Les Américains, à l'époque d'Obama, décident de ne pas intervenir après qu'a été franchie la fameuse « ligne rouge » à la fin du mois d'août 2013. Mais, déjà, la rébellion syrienne est dominée par Daech et par Jabhat al-Nosra, filiale d'Al-

---

*rivaux. Au contraire, ils se superposent et partagent des principes communs - principes de justice et de progrès - de tolérance et de dignité pour tous les êtres humains... », extrait du discours prononcé le 4 juin 2009 au Caire par Barack Obama.*

Qaïda. Rétrospectivement, il faut se féliciter que ces frappes n'aient pas eu lieu car elles auraient mis un régime islamiste au pouvoir à Damas, ce qui n'était probablement pas l'objectif.

Tout le monde a fini par se rendre compte que l'ennemi à abattre, l'ennemi numéro un, était Daech, l'islamisme radical. Si, à un moment, notre politique a été verbalement corrigée par François Hollande, elle ne l'a été réellement que par Emmanuel Macron quand, lors de sa rencontre avec Vladimir Poutine, il a parlé d'une « solution politique inclusive » comprenant aussi des représentants du régime syrien. Il s'agissait de sortir du *corner* dans lequel la précédente politique nous avait conduits. C'est très difficile parce que l'État profond veut toujours traduire Bachar el-Assad – qui le mérite sans doute – devant je ne sais quel tribunal et sanctionner le franchissement de nouvelles « lignes rouges », bref contrarier l'orientation générale de la politique telle qu'elle a été affirmée par le Président.

Entre temps, aux États-Unis, Donald Trump a été élu président. Il avait une idée assez intéressante : se rapprocher de la Russie. Mais tout l'*establishment* américain coalisé a réussi à anéantir cette perspective, la seule raisonnable si on veut sortir de la crise gigantesque que nous connaissons au Moyen-Orient. Donald Trump, qui n'arrivait pas à faire prévaloir cette orientation, a pris un certain nombre d'initiatives. Par exemple, faute de pouvoir s'opposer à l'application de l'accord du 15 juillet 2015 sur le nucléaire iranien, il tente d'étrangler l'Iran, de l'empêcher de profiter de cet accord pour opérer un redressement économique et cela avec l'appui de l'Arabie saoudite. On se souvient du premier voyage diplomatique de Donald Trump à Riyad, en mai dernier, suivi très rapidement d'une étrange intervention de l'Arabie saoudite désignant le Qatar comme le fourrier du terrorisme<sup>11</sup>... Mais c'est une initiative de politique étrangère parmi d'autres.

Pierre Conesa a montré qu'au Yémen, au Liban, en Syrie, au Qatar... cette politique de l'Arabie saoudite n'est pas un miracle d'efficacité.

Je serai peut-être un peu plus nuancé que lui sur la politique intérieure saoudienne, une politique de transformation, de *nation building* que je ne peux

---

<sup>11</sup> En juin 2017, au lendemain de l'attaque terroriste à Londres, trois pays du Golfe, dont l'Arabie saoudite et l'Égypte, ont accusé Doha de soutenir des « groupes terroristes » et de déstabiliser la région.

pas désapprouver. En même temps, il y aurait beaucoup à dire sur la politique qui consiste à favoriser le développement de l'islamisme salafiste et potentiellement djihadiste dans le reste du monde. C'est un sujet sur lequel il faudra peut-être s'étendre un peu plus si la conférence sur le financement du terrorisme, prévue à l'automne prochain, donne lieu à une expression suffisamment musclée de la part des puissances occidentales.

Parmi les autres initiatives de Trump la reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël renvoie aux calendes la perspective d'un accord entre Palestiniens et Israéliens pour une solution à deux États à laquelle de moins en moins de gens croient. Tout ceci contribue à nourrir le fonds de ressentiment qui existe chez les Palestiniens mais aussi dans le monde arabe. Il faut distinguer les gouvernements et ce qu'on appelle la « rue arabe », l'opinion profonde. Tant qu'on n'aura pas pris les moyens d'assainir cette situation, et je ne vois guère que la solution à deux États qui permette d'y parvenir, tant qu'on ne se sera pas orienté dans cette direction, un foyer de radicalisation essentiel subsistera.

Parler de la « politique » américaine est peut-être un peu emphatique. En effet, les derniers développements entre Israël et la Syrie sont inquiétants. D'autre part, la Russie a réintégré le jeu. Je ne parlerai pas des Européens ni de la France qui, partie en cheveu-léger, s'est isolée par suite d'une erreur initiale manifeste. On ne voit pas comment elle pourrait sortir de cet isolement, sauf à ce que le président Macron, au-delà des positions excellentes qu'il a prises sur un plan verbal, parvienne à les inscrire dans la réalité.

La Russie est revenue sur la scène du Moyen-Orient. Elle n'avait pas complètement disparu mais après le congédiement des conseillers soviétiques en Égypte par Sadate en 1972, après l'effondrement de l'Irak au moment de la première guerre du Golfe, les principaux alliés de l'Union soviétique avaient été rayés de la carte. L'Égypte s'était retournée, basculant dans le giron américain. Il ne restait que la Syrie avec laquelle la Russie avait maintenu des relations à bas bruit pendant la première décennie de son existence (1990-2000) jusqu'à l'arrivée de Poutine au pouvoir et même après. Vladimir Poutine a rétabli des relations étroites avec Israël (un million de Russes vivent en Israël). La Russie s'est donc réintroduite dans le jeu moyen-oriental. Elle a su soutenir l'Iran mis au ban de la communauté internationale pendant les très longues années que François Nicoulaud a décrites. L'axe chiite avait donc le soutien de la Russie qui n'est pas tout à fait rien en termes d'armement. En 2015, quand le régime syrien a failli basculer, la Russie est intervenue avec beaucoup d'efficacité. C'est

d'ailleurs un sujet de fierté pour les Russes d'avoir réussi, avec 4 000 à 5 000 hommes et 40 avions (un peu plus que la force Barkhane au Sahel), à rétablir une situation qui paraissait très compromise en Syrie. Elle l'était à mon sens beaucoup moins qu'on ne le décrivait dans nos journaux parce que le régime syrien comptait encore 100 000 hommes sur le terrain alors que les rebelles dits « modérés » en avaient 10 000 à 20 000 et les djihadistes (Daech + Jabhat al-Nosra), 50 000 à 60 000. Il restait donc sur le terrain des forces demeurées loyalistes qui n'étaient plus l'armée syrienne d'avant 2011 mais constituaient encore une armée relativement conséquente. L'appui aérien des Russes était donc décisif pour renverser la situation, notamment à Alep. Aujourd'hui, il n'y a plus guère que la région d'Idlib qui est aux mains, essentiellement, de Jabhat al-Nosra.

On présente toujours comme une question humanitaire ce qui est un affrontement entre les forces du régime syrien, appuyé par les Russes, et des rebelles qui pour l'essentiel sont des rebelles fondamentalistes, djihadistes. Je ne nie pas les aspects humanitaires préoccupants de ce conflit : la prise en otage d'une population par des djihadistes pose évidemment problème.

La Russie a su rétablir des relations avec la Turquie mais aussi, curieusement, avec l'Arabie saoudite – dont les dirigeants ont quand même le mérite d'être assez réalistes en politique étrangère – et avec d'autres pays de la région, dont la Jordanie. Ce jeu relativement ouvert de la Russie n'est donc plus celui de l'Union soviétique qui, d'une certaine manière, subordonnait sa politique à la défense de ses alliés privilégiés. Aujourd'hui la Russie défend ses intérêts. De ce fait, sa position vis-à-vis du régime de Bachar el-Assad n'est pas exactement celle de l'Iran, ce qui peut entraîner certaines tensions.

La solution, pour rétablir la paix en Syrie, serait un rapprochement entre la Russie et les États-Unis car sans un minimum de gouvernance mondiale on ne peut pas arriver à un résultat.

On parle de « chaos ». On incrimine les deux cents États de l'ONU. Mais là n'est pas le problème. Le problème est que les deux principales diplomaties, les deux principales puissances militaires capables d'intervenir au Moyen-Orient ne se parlent pas. Nous-mêmes ne jouons pas (pas encore) le rôle de médiation qu'a souhaité exercer le Président de la République. La situation est évidemment dangereuse, d'autant plus que les armes nucléaires tactiques existent des deux côtés (russe et américain). Le président Trump vient d'annoncer qu'il allait développer de nouvelles têtes nucléaires de faible puissance. Cela signifie que

nous sortons de la stratégie de dissuasion relativement rassurante sur laquelle nous avons vécu (on pensait que personne ne prendrait le risque de déclencher une guerre nucléaire au risque de faire sauter la planète) et nous nous orientons de plus en plus vers des stratégies d'emploi de l'arme nucléaire. À terme c'est extrêmement grave.

Quelques préconisations devraient venir à l'esprit pour trouver des solutions :

D'abord le rétablissement des États dans leurs frontières, avec un principe, sinon de démocratie, du moins de citoyenneté, d'acceptation du multiconfessionnalisme et même certaines garanties qui pourraient être négociées pendant qu'il en est temps. Je pense au Rojava dont Renaud Girard a parlé.

Concernant les Kurdes, la solution est évidemment de leur donner une marge d'autonomie à l'intérieur des États où ils se trouvent, y compris la Turquie, sauf à s'embarquer pour une nouvelle guerre de Trente ans. La Turquie est une puissance et ni l'Iran, ni l'Irak, ni la Syrie n'accepteront d'être dépecés.

Donc, le respect des frontières des États.

Pour ce qui est du conflit israélo-palestinien, je préconise le maintien de la solution à deux États parce qu'il n'y en a pas d'autre. L'hypothèse d'un État binational n'a pas de sens : Du point de vue des Juifs, il s'agirait d'un État juif qui aurait des citoyens arabes de seconde zone. Et, du point de vue des Arabes, ce serait évidemment un État majoritairement arabe, insupportable pour les Juifs. Il faut donc maintenir cette solution, même si elle est difficile.

Sur l'Iran, le maintien de l'accord 5+1 est souhaitable, quelle que soit la position des États-Unis. Là, la France peut jouer un rôle important pour dégager les moyens de sortir de l'extraterritorialité du droit américain. Nous devons nous doter des outils financiers qui nous permettront de financer notre commerce extérieur quand cela est conforme à nos intérêts. Nous ne pouvons pas rester à la merci de grandes banques privées tétanisées par leur imbrication dans le système américain, comme cela a été justement rappelé tout à l'heure. Je pense qu'il faut se doter d'outils, comme on avait su le faire par le passé. Jamais du temps de de Gaulle, ni même du temps de Mitterrand, la France n'aurait accepté une situation comme celle-là.

Je vais introduire une idée qui me mettra peut-être en contradiction avec Pierre Conesa. Je pense qu'il faut quand même soutenir le *nation building* saoudien, même si on doit aller plus loin – j'ai cité la politique étrangère et la diffusion du salafisme djihadiste – et revenir à la gouvernance globale nécessaire au monde en relativisant autant qu'on le peut le conflit chiite/sunnite. Le chiite, aujourd'hui désigné comme l'ennemi, ne l'était pas il y a encore une vingtaine d'années. Nous devons sortir d'une guerre de religions d'un autre âge. La France a aussi un rôle à jouer dans ce domaine.

Enfin, la France, entraînant si c'est possible d'autres pays d'Europe, peut jouer un rôle de bon sens, de médiation et de relation entre tous les acteurs y compris la Russie et les États-Unis.

LOÏC HENNEKINNE

Merci beaucoup.

Voilà des perspectives qui nous rassurent un peu.

### *Débat*

MICHEL SUCHOD

Ma question est très simple et s'adresse à tout le panel des orateurs.

Dans une singulière interview, le président Trump a dit il y a quarante-huit heures qu'après avoir réfléchi à la situation du Proche-Orient, il avait confié à son gendre l'idée d'un accord général et il a avoué qu'il finissait par douter des Israéliens : Veulent-ils véritablement la paix ?

Il semble que le président Trump hésite à ce sujet. Avez-vous une position sur cette déclaration ?

C'est une phrase de Trump... Que dira-t-il après-demain ? Mais cela montre qu'un petit rai de lumière l'a touché et laisse espérer que, finalement, le travail du mûrissement diplomatique arrivera quand même à pénétrer son cerveau.

« *So big !* », avait-il déclaré en arrivant au pouvoir, en parlant des affaires de l'État. Il avait été bluffé. Passant du commerce, du monde des affaires, à l'international, il changeait d'échelle. « Et puis il y a des morts... » avait-il ajouté. Il y a donc des choses qui peuvent l'ébranler. On va voir. Puisse être ébranlée sa conviction qu'il faut casser l'accord nucléaire entre les six puissances dont les États-Unis et l'Iran ! Parce que si vraiment cet accord est cassé, on va faire un saut dans l'inconnu. On espère que l'accord continuera à vivre sur trois pattes avec les autres participants mais, si les Américains réinstaurent des sanctions, il sera extraordinairement difficile de résister, beaucoup plus que dans les années 90 parce que la mondialisation a fait des progrès. Toute entreprise un peu importante a des intérêts aux États-Unis et les Américains n'ont même plus besoin de prendre des lois spécifiques pour viser les compagnies étrangères puisque tout le monde peut être frappé dans ses intérêts aux États-Unis. C'est vraiment inquiétant. On va entrer dans un inconnu dont on ne sait pas très bien comment on sortira.

Je crois qu'effectivement le discours de Trump est assez illisible.

Son programme de politique étrangère comportait deux points intéressants. L'un était son refus du néo-conservatisme, cette doctrine prétendument héritée du philosophe Léo Strauss, élève dissident de Carl Schmitt, selon laquelle il faut préférer la conception qu'on a de la démocratie à la justice, à la paix. Les metternichiens, les kissingeriens, les réalistes, considèrent que le maintien de la paix est plus important que tout le reste car lorsqu'on commence une guerre on ne sait jamais où elle va finir ni même si on va accomplir un seul des objectifs annoncés. C'est la position de Trump, exprimée dans son programme, qui refuse le néo-conservatisme, c'est-à-dire le fait que la loi américaine devrait s'appliquer partout. Sur ce point il a pris une position inverse de celle d'Hillary

Clinton et des néo-conservateurs de W. Bush. C'est un point très important. L'intervention en Libye, dont on a parlé, était le type même de l'expédition néo-conservatrice visant à imposer la démocratie par la force. M. Sarkozy n'a pas reconnu qu'il avait fait une erreur, la plus grave erreur de politique étrangère de toute la V<sup>ème</sup> République. En revanche, Obama, qui avait soutenu l'attaque franco-anglaise, a dit que cette expédition en Libye était la plus grave erreur stratégique de ses deux mandats. Trump refuse cette politique mais, sans doute pour des raisons internes, pour des raisons d'équilibre au Congrès, viscéralement antirusse, il n'a pas réussi à appliquer le deuxième volet de sa politique qui était l'entente avec la Russie. Il est pourtant flagrant qu'une entente stratégique entre les Russes et les Américains au Proche-Orient réglerait beaucoup de choses. Cette entente aurait été possible il y a quelques mois lors de la première offensive turque en Syrie qui visait Manbij, à l'ouest de l'Euphrate. À ce moment nous avons vu les Américains et les Russes s'entendre pour s'opposer à l'avancée turque. Une telle entente n'est donc pas intrinsèquement impossible mais, comme Jean-Pierre Chevènement l'a très bien dit, c'est le Congrès, plus que Trump, qui s'y oppose. C'est tout à fait regrettable.

JACQUES FOURNIER
------------------

Que doit-on penser, du point de vue français, de la mouvance des Frères musulmans ?

L'un d'entre vous a fait la différence entre les positions des Frère musulmans et celles de Daech. En Égypte, de mon point de vue, un processus de démocratisation, avec l'élection du premier président Frère musulman, Mohammed Morsi, en juin 2012, a été interrompu par la reconquête du pouvoir par le maréchal Sissi. À ce moment-là on a plutôt approuvé la chose, je ne suis pas sûr qu'on ait eu raison.

Sur la situation en Palestine, la perspective d'une réconciliation nationale entre les factions palestiniennes est à mon avis une des conditions pour qu'elles puissent peser un peu dans leur rapport à Israël.

Un troisième point nous concerne encore plus directement. Dans les pays du Maghreb, la coalition au pouvoir en Tunisie se fait avec un parti islamique dont je ne sais pas très bien quel est le positionnement par rapport aux Frères

musulmans. Y a-t-il ou non la possibilité d'un islamisme relativement modéré dans le jeu démocratique ?

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Les Frères musulmans, nés en Égypte, ont été au pouvoir en Égypte avec Morsi pendant deux ans. En Tunisie, pendant un moment très court, ils ont participé à une alliance avec deux petites formations. Ils sont très proches du régime turc d'Erdogan. Ils ont leurs quartiers au Qatar. En cherchant bien on trouverait d'autres ramifications dans beaucoup d'autres pays, y compris dans le nôtre. Il me paraît important de comprendre que cette branche des Frères musulmans, au départ réformiste (avec Hassan el-Banna) et marquée par le retour aux sources et le littéralisme, a ensuite connu des déviations terroristes en Égypte, avec Sayyid Qutb et ses disciples qui ont assassiné Sadate, avec ceux qui ont perpétré les attentats de Louxor. C'est ce qu'est devenue la mouvance Frères musulmans, notamment au Sinaï.

Il y a une autre mouvance, la mouvance salafiste de type wahhabite, Oussama Ben Laden, le djihad afghan, devenu ensuite le djihad planétaire anti-américain puis anti-européen, c'est Al-Qaïda. Daech en est une extension, avec un concept différent, celui d'un djihad territorialisé, alors que le concept d'Al-Qaïda était un djihad global qui ne visait pas la conquête d'un territoire. On voit une autre forme de djihad territorialisé se développer dans le nord du Nigéria. On trouvera ici et là, en Libye et dans le Sinaï quelques poches contrôlées par des groupes djihadistes. Pour autant on ne peut pas parler de résurrection du Califat, une idée virtuelle qui a un moment enflammé les imaginations et peut évidemment renaître. La défaite, elle, n'est pas virtuelle, elle est réelle, pour un temps.

Penser que les Frères musulmans offrent naturellement l'idée d'un islamisme civilisé fait litière du fait que pour eux le siège de la souveraineté n'est pas le peuple mais la loi d'Allah, la charia. La distinction est simple entre la souveraineté populaire fondée sur les droits de l'homme et du citoyen et, d'autre part, le droit divin qui peut revêtir diverses formes selon les pays et les civilisations. Avec les Frères musulmans, nous sommes en présence d'une idéologie de ce type même si elle se donne des atours, même si elle vise apparemment à s'intégrer mieux. Je ne dis pas qu'il n'y ait pas au sein de cette

mouvance des différenciations qui pourraient s'opérer. C'est possible. Tout est possible. Mais pour le moment je resterai extrêmement prudent et je ne ferai pas une distinction entre les bons et les méchants.

LOÏC HENNEKINNE
-----------------

Nous pouvons remercier les différents intervenants. Ces échanges, très complexes, étaient passionnants.

Ils ont permis de dessiner un certain nombre de suggestions dont pourraient s'inspirer le Président de la République et le Quai d'Orsay.

Merci à tous.



## **PUBLICATIONS RECENTES**

### **UNE POLITIQUE DU TRAVAIL**

Colloque du 9 janvier 2012

### **LA RÉFORME DES BANQUES**

Colloque du lundi 23 janvier 2012

### **APPROCHES THÉORIQUE ET PRATIQUE D'UNE MONNAIE COMMUNE**

Table ronde du lundi 13 février 2012

### **L'EURO MONNAIE UNIQUE PEUT-IL SURVIVRE ?**

Colloque du lundi 24 septembre 2012

### **L'ESPRIT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF**

Table ronde du lundi 26 novembre 2012 autour d'Arnaud Montebourg

### **LES ÉTATS ÉMERGENTS : VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ?**

Colloque du lundi 10 décembre 2012

### **OCCIDENT ET MONDIALISATION**

Colloque du lundi 21 janvier 2013

### **LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE**

Colloque du lundi 11 février 2013

### **NOUVEAU PACTE SOCIAL : MODE D'EMPLOI**

Colloque du mardi 21 mai 2013

### **LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LE NOUVEAU CONTEXTE ÉNERGETIQUE MONDIAL**

Colloque du lundi 17 juin 2013

### **LE PROJET DE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE**

Colloque du lundi 16 septembre 2013

### **L'EXCEPTION CULTURELLE**

Colloque du lundi 14 octobre 2013

### **REFAIRE L'EUROPE ?**

### **APERÇU RETROSPECTIF ET ESQUISSE D'UNE POLITIQUE**

Colloque du lundi 2 décembre 2013

**L'EUROPE SORTIE DE L'HISTOIRE ? RÉPONSES**

Table ronde du lundi 20 janvier 2014

**LE MAGHREB ET SON NORD**

Colloque du lundi 17 février 2014

**GUERRES DE RELIGIONS DANS LE MONDE MUSULMAN ?**

Colloque du lundi 31 mars 2014

**LA GUERRE DES MONNAIES ?**

Colloque du lundi 28 avril 2014

**ÉTATS-UNIS - CHINE, QUELLES RELATIONS ?  
ET LA RUSSIE DANS TOUT CELA ?**

Colloque du lundi 2 juin 2014

**LA RÉFORME BANCAIRE : POMME DE DISCORDE ?**

Colloque du lundi 23 juin 2014

**LA RUSSIE EN EUROPE**

Colloque du mardi 23 septembre 2014

**RÉPUBLIQUE ET NUMÉRIQUE**

Colloque du lundi 28 octobre 2014

**LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE**

Colloque du lundi 8 décembre 2014

**QUE PEUT FAIRE LA FRANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?**

Colloque du lundi 15 décembre 2014

**L'INGERENCE**

Colloque du lundi 19 janvier 2015

**LA FRANCE ET LA REPUBLIQUE FACE A LA RADICALISATION**

Colloque du lundi 9 mars 2015

**L'EURO EST-IL SOUTENABLE ?**

**LE NOUVEAU TEST DE LA GRECE**

Colloque du lundi 13 avril 2015

**QUEL MODELE DE REINDUSTRIALISATION POUR LA FRANCE ?**

Table ronde du lundi 1<sup>er</sup> juin 2015

**LE MOYEN-ORIENT  
DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES PUISSANCES**

Colloque du lundi 29 juin 2015

**L'UKRAINE**

Table ronde du lundi 14 septembre 2015

**QUEL MODELE TERRITORIAL POUR LA REPUBLIQUE ?**

Colloque du lundi 28 septembre 2015

**QUEL AVENIR POUR LA LIBYE ?**

Colloque du lundi 26 octobre 2015

**LE MODELE FRANÇAIS D'INTEGRATION**

Colloque du lundi 23 novembre 2015

**LA CHINE ET SES DEFIS :  
VERS UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT**

Colloque du lundi 14 décembre 2015

**L'EXTRATERRITORIALITE DU DROIT AMERICAIN**

Colloque du lundi 1<sup>er</sup> février 2016

**ETATS-UNIS, HORIZON 2017**

Colloque du lundi 18 avril 2016

**INTEGRATION, LAICITE, CONTINUER LA FRANCE**

Colloque du lundi 23 mai 2016

**OÙ VA L'INDE ?**

Colloque du lundi 6 juin 2016

**LES EVOLUTIONS DU CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER MONDIAL**

Colloque du lundi 4 juillet 2016

**LA DEMOGRAPHIE EN EUROPE  
ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES**

Colloque du lundi 24 octobre 2016

**L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETE PAR LE PEUPLE :  
LIMITES, SOLUTIONS**

Colloque du lundi 14 novembre 2016

**QUEL AVENIR POUR LA FRANCOPHONIE ?**

Colloque du lundi 12 décembre 2016

**VERS LA FIN DE LA GLOBALISATION,  
MYTHE OU REALITE ?  
QUELLE STRATEGIE POUR LA FRANCE ?**

Colloque du lundi 6 mars 2017

**ENJEUX MARITIMES DU MONDE ET DE LA FRANCE**

Colloque du lundi 20 mars 2017

**CIVILISATION, AVEC OU SANS « S » ?**

Colloque du lundi 22 mai 2017

**OU VA LA TURQUIE ?**

Colloque du lundi 29 mai 2017

**L'AVENIR DES RELATIONS GERMANO-AMERICAINES**

Colloque du lundi 18 septembre 2017

**MAX GALLO, LA FIERTE D'ETRE FRANÇAIS**

Rencontre-hommage du mardi 21 octobre 2017

**L'ECOLE AU DEFI DE L'INTEGRATION REPUBLICAINE**

Colloque du lundi 27 novembre 2017

**LE MOMENT REPUBLICAIN EN FRANCE ?**

Colloque du lundi 11 décembre 2017

**L'EUROPE COMMENT ÇA MARCHE ET COMMENT LA REDRESSER ?**

Colloque du lundi 12 février 2018

## NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Franck Dedieu**, responsable du développement de la Fondation Res Publica : « **La fin d'un modèle économique, le nouveau départ d'un autre ?** » (suite au colloque du 4 juillet 2016 sur « Les évolutions du contexte économique et financier mondial »)
- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica : « **Où va l'Afrique ? Pour une approche réaliste** » (suite à la matinée d'échanges du 8 juin 2016 autour de **Sylvie Brunel** Professeur à l'université Paris-IV-Sorbonne, auteure de « *L'Afrique est-elle si bien partie ?* » (Sciences humaines ; 2014)
- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs, et Pierre Hess, Inspecteur de l'Education nationale : « **Apprendre à parler, à penser et à vivre ensemble** »
- **Jean-Michel Naulot** membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « *Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Le Seuil, 2013) : « **Le défi Tsipras** » (tribune parue dans Libération le 14 avril 2015)
- **Kevin Limonier**, Docteur en géopolitique, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, Docteur en géopolitique au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Que peut faire la France en Afrique subsaharienne ?** »
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **La monnaie unique est déjà morte. Vive la monnaie commune !** » (entretien paru dans Marianne le 22 août 2014)
- **Jean-Michel Naulot**, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Crise de l'euro : regarder les réalités en face** »
- **Jean-Michel Quatrepoint**, journaliste économique, et **Jean-Luc Gréau**, économiste, membres du conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Pour sortir de la déflation, repenser la zone euro** »

## NOTES DE LECTURE :

### Parues récemment :

- **La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite : une « industrie idéologique »**, note de lecture du livre de Pierre Conesa « *Dr. Saoud et Mr Jihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite* » (Robert Laffont : 2016), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica
- **La concorde civique face au spectre de la guerre civile**, note de lecture de l'ouvrage de David Djaiz « *La guerre civile n'aura pas lieu* » (Editions du Cerf, février 2017), par Baptiste Petitean, directeur de la Fondation Res Publica
- **Vers un monde hyper industriel**, note de lecture du livre de Pierre Veltz « *La société hyper-industrielle – Le nouveau capitalisme productif* » (Le Seuil, 2017), par Baptiste Petitean, directeur de la Fondation Res Publica
- **L'euro contre l'Europe**, note de lecture du livre de Joseph Stiglitz « *L'euro, comment la monnaie unique menace l'avenir de l'Europe* » (Les Liens qui Libèrent, septembre 2016), par Franck Dedieu, responsable du développement de la Fondation Res Publica
- **Quelles alternatives pour sortir du piège de l'euro ?**, note de lecture du livre de Hans-Werner Sinn « *The Euro Trap: on bursting bubbles, budgets and beliefs* » (Oxford university press, 2014) par Sébastien Sibai.
- **Chine, Occident, deux visions de la mondialisation**, note de lecture du livre de Régis Debray, essayiste, philosophe et médiologue, et de Zhao Tingyang, figure intellectuelle chinoise et professeur de philosophie à Harvard « *Du ciel à la terre. La Chine et l'Occident* » (Les Arènes ; 2014), par Paul Zurkinden.
- **Déchiffrer le monde**, note de lecture du livre de Thierry de Montbrial, "Vivre le temps des troubles" (Albin Michel, 2017), par Marie-Françoise Bechtel, vice-présidente de la Fondation Res Publica.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

[info@fondation-res-publica.org](mailto:info@fondation-res-publica.org)

Achévé  
d'imprimer  
en avril 2018